



Communiqué de presse du 18 mai 2014

Le PBD Genève constate des résultats en demi-teinte ce dimanche. A l'exception du Gripen et de l'initiative sur les tarifs des TPG, les citoyens ont toutefois suivi les recommandations de vote du PBD au niveau cantonal et fédéral.

Au niveau cantonal, le **refus des P+R** était recommandé par le PBD Genève. Ce résultat doit permettre de redéfinir les contours de la politique de mobilité transfrontalière. En particulier, il n'est pas question pour le PBD Genève d'enterrer la région Franco-Valdo-Genevoise. Il s'agit de privilégier à l'avenir une extension massive des transports publics en direction des communes de France-voisine.

L'acceptation de **l'initiative sur les tarifs des TPG** n'est pas réjouissante. En effet, il faudra maintenant s'assurer que la participation des TPG à la communauté de tarifs « Unireso » soit maintenue. Les jeunes sont quoi qu'il en soit les grands perdants de cette votation. Le PBD Genève s'engagera en faveur de mesures d'accompagnement pour les moins de 25 ans.

Au niveau fédéral, Le PBD est satisfait du **“Non“ à l'initiative sur le salaire minimum**. Le rejet permet aux solutions sur mesure des partenaires sociaux de continuer à exister. Les suisses et les genevois ne se sont pas laissés leurrer par le titre prometteur de l'initiative et ont reconnu ses conséquences néfastes. Ce « Non » est aussi un signal clair pour que l'Etat se tienne à l'écart de la politique salariale des entreprises. Un salaire minimum unique pour la Suisse entière n'aurait pas tenu compte des différences de coûts de la vie. Si toutes les régions et secteurs s'étaient vus forcés à un salaire minimum identique, les régions périphériques et les secteurs comme la restauration, le tourisme, l'agriculture, l'industrie du textile ou le commerce de détail auraient particulièrement souffert.

Le PBD se réjouit du **“Oui“ à l'initiative sur la pédophilie**. Il est important que des pédophiles condamnés ne puissent plus travailler avec des enfants. Il faut protéger les enfants et les personnes particulièrement vulnérables. Le texte de l'initiative exige une interdiction professionnelle à vie, indépendamment de la gravité de l'acte. Après l'acceptation d'aujourd'hui par le peuple suisse, le PBD va s'engager pour des précisions dans le cadre de la mise en œuvre au niveau législatif.

« Non » au Gripen. Fin des polémiques – Ensembles pour la sécurité. Ces deux dernières semaines, le PBD s'est engagé de plus belle dans ce sens avec l'UDC, le PLR et le PDC. Le PBD regrette que les polémiques l'aient emporté. Il est convaincu que garantir la sécurité de la Suisse n'est possible qu'avec une armée crédible et une force de frappe aérienne. Le Gripen aurait été le bon avion pour sécuriser l'espace aérien suisse à l'avenir aussi. Le “Non“ de ce jour ne doit en aucun cas être interprété comme un signe supplémentaire en faveur d'une réduction des prestations

de l'armée. Il s'agit maintenant au contraire de trouver au plus vite des solutions pour la brèche menaçante dans notre sécurité.

Le PBD Genève, prend acte du résultat genevois très marqué en défaveur du Gripen. La campagne fut difficile et il est évident que le futur de notre armée passe par une meilleure coordination entre ses partisans.

Le « Oui » aux soins médicaux de base est un gage pour l'avenir de notre système de santé. Pour le PBD, les soins médicaux de base sont l'échine dorsale du système de santé suisse et ainsi indispensables. Ils fonctionnent par ailleurs de manière très efficiente au niveau coûts et sont garants d'une qualité de vie élevée pour beaucoup de personnes en Suisse. C'est pourquoi le PBD est très satisfait du "Oui" de ce jour à la médecine de famille. Le nouvel article constitutionnel oblige maintenant la Confédération et les cantons à veiller à des soins de base accessibles à tous.

Renseignements :

M. Charles Piguet, Président (079 779 34 40 – president@pbd-ge.ch)